

DEBAT PUBLIC
SALLE SAINT THIERRY
17 RUE SAINT THIERRY 51100 REIMS
18/02/2019

Nous avons choisi de ne pas suivre la directive du gouvernement et de débattre des sujets qui nous semblent les plus à même de parvenir à une meilleure vie démocratique, à une plus juste répartition des richesses, et à redonner la souveraineté au peuple.

Donnez votre avis sur les sujets qui vous sont proposés, en entourant la réponse qui vous convient.

Choisissez un sujet qui vous tient à cœur, et faites votre proposition.

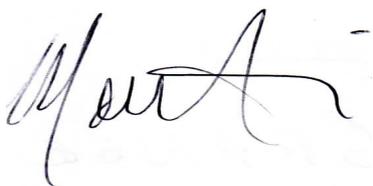
Lors du débat, il vous sera demandé d'être respectueux de l'avis de chacun.

Toute personne peut s'exprimer librement dans le cadre du grand débat sous réserve de respecter la présente charte.

Cette charte est fondée sur les principes de pluralisme, d'argumentation, de transparence et de laïcité. Elle a pour fonction de protéger le débat et de le rendre accessible à toute expression qui respecte les principes généraux de la démocratie. En tant que participant / organisateur / animateur / rapporteur, • j'atteste de ma pleine et entière adhésion aux valeurs républicaines et aux règles du débat démocratique, je m'engage à : • respecter les autres participants et leurs opinions, mêmes si elles sont différentes des miennes • contribuer au grand débat avec des propositions et des arguments • n'exprimer, diffuser, ou partager aucun contenu offensant ou contraire à la loi • ne diffuser aucune information volontairement erronée, tronquée ou hors sujet • ne diffuser aucun message à vocation publicitaire, promotionnelle, pornographique ou commerciale • éviter tout prosélytisme • ne pas porter atteinte à autrui, c'est-à-dire attaquer une personne ou un groupe de personnes en raison de leurs caractéristiques propres • ne tenir aucun propos injurieux, grossier, diffamatoire, irrespectueux, agressif, violent, raciste, xénophobe, homophobe, sexiste, ou faisant l'apologie des crimes de guerre • ne pas renvoyer vers des sites, médias ou supports dont la teneur ne respecterait pas la présente charte. En tant qu'organisateur / animateur / rapporteur d'un débat, je m'engage à : • adopter une posture de neutralité vis à vis des participants, ne pas prendre parti pour tel ou tel raisonnement, proposition ou avis, participant etc. • veiller à ce que chacune et chacun puisse s'exprimer • informer les participants de la présente charte et la faire respecter • restituer le débat de manière fidèle aux échanges. Les contributions contraires à cette charte sont susceptibles d'être modérées ou supprimées sans préavis par l'équipe de modération. En cas de violation grave ou répétée de la Charte, l'utilisateur en ligne est passible de voir son compte suspendu ou supprimé, le participant à un débat susceptible d'être exclu du débat par son organisateur / animateur.

Organisateur

Angelo MAUTI



Participant

ÊTES VOUS FAVORABLES À CES PROPOSITIONS ?

Vos réponses, légende :

Majoritaires

Minoritaires

Autre

Vos propositions

1. La libération et l'abandon des poursuites judiciaires pour toute personne détenue, renvoyée devant le tribunal ou condamnée pour avoir manifesté, même exagérément, sauf pour ceux qui se sont rendus coupables d'agressions physiques injustifiées et de propos racistes de toute sorte.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Amnistie générale

C'est à la justice de décider

Oui pour les petits délits

2. L'obligation pour l'administration judiciaire d'enregistrer toutes les audiences, dans tous les domaines et à tous les stades de la procédure.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Combattre l'injustice rechercher la vérité

Trop de travail pour l'administration

3. L'obligation pour les forces de l'ordre d'enregistrer toute confrontation ou toute interpellation, de façon à en justifier en cas de poursuites judiciaires rendues nécessaires contre les forces de l'ordre qui ont utilisé la force publique exagérément.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Trop d'abus, la "police" ne redoute pas la transparence

Oui mais dans des cas limités, exclu lors de manifestations non déclarées

4. Mise en place d'une table ronde réunissant grands et petits patrons, salariés par corps de métiers, y compris administratifs et professions libérales, retraités, chômeurs, représentants Gilets Jaunes par région/département, pour discuter et envisager un modèle de société plus juste.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Existe déjà

Les élus sont là pour ça, il faut les interpellier

Respect des corps intermédiaires

5. La création du Référendum d'initiative citoyenne et sans quorum, sur tout sujet de société et d'administration du bien public, hormis tout sujet remettant en cause la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

À parfaire (national et quorum)

Outil supplémentaire (inutile?), Seulement avec des gardes fous (nombre de signataires citoyens et élus, sujets interdits, ex: IVG)

6. La réduction des salaires millionnaires des grands patrons, des hauts salaires et des avantages des politiques et administrateurs du bien public, afin de garantir un emploi pour tous, augmenter les salaires des travailleurs pour que tout le monde puisse vivre de son travail et pas seulement survivre, et qu'on ne soit plus mis en compétition avec la création d'inégalités à compenser ensuite par des aides sociales alimentées par ceux qui travaillent, et faire en sorte que le salaire différé (abusivement qualifié de "charges sociales") puisse être utilisé à des fins plus utiles.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Répartition des richesses, plafonnement des retraites et des salaires du patronnat et des politiques, y compris les primes de rendement

Utopique, impossible à faire dans un contexte international sans risquer de nuire à l'économie nationale

7. La réforme du système bancaire (dont le service a été rendu obligatoire par décision politique) pénalisant pour la majorité de la population, notamment en exigeant la réduction des frais bancaires (de tenue de compte, de frais d'agios, etc.)

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations;

Réduire les frais, gratuité des frais de tenue de compte pour les versements de salaires ou retraites, frais d'accident de parcours

8. La réforme du système financier spéculatif qui impose actuellement aux Etats leur politique sociale ; l'abrogation de l'actuel Article 123 du Traité de Lisbonne (et Article 104 du Traité de Maastricht) ayant instauré l'interdiction pour l'État de se financer auprès de la Banque Centrale et obligeant l'État à emprunter sur les marchés financiers.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Redonner à la banque centrale son rôle, annulation de la dette publique

9. Création d'un Fonds d'aide aux personnes voulant avoir accès à la propriété, pour qu'il n'y ait plus de spéculation sur l'immobilier

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Oui mais compliqué, bloquer les loyers, taxer la spéculation immobilière, objectif logement pour tous

10. La réforme de la loi sur le droit de manifester, visant à assurer la sécurité des personnes et non en interdire l'exercice à priori, sauf à limiter l'accès à des endroits stratégiques et pour des raisons précisées

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Droit de manifester et bloquer la circulation, interdiction de créer le délit d'intention aux fins de limiter le droit de manifester

Interdire par la loi aux responsables de violences et destruction de biens de manifester

11. La réforme de la loi en général, notamment la creation de Jurys populaires afin de régler les conflits avec l'administration, plus particulièrement l'administration judiciaire ; de donner un droit de regard au peuple sur la façon de faire appliquer le Droit ; et d'éviter la justice à géométrie variable.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Jury populaire tiré au sort, (également accès à la composition de la Cour des comptes)

Dans une démocratie la justice est indépendante, il faut donner plus de moyens aux justiciables

???

12. Création d'une Europe politique des citoyens, qui rassemble le peuple européen autour d'une même justice sociale, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous ; une Europe sans paradis fiscaux, où ne règnerait plus le chacun pour soi.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Harmonisation fiscale pour les citoyens et les entreprises, fin des paradis fiscaux, mêmes droits et devoirs pour les pays adhérents

13. La décentralisation des services et du travail, afin de ne plus faire 100 Km par jour pour se rendre à l'hôpital, à la poste ou au travail ; éviter ainsi l'augmentation des dépenses des citoyens dans le seul but de gonfler les recettes de l'industrie pétrolière ; et cela, également, dans un souci de respect de l'environnement, parce que le peuple est plus écologiste que le Libéralisme.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Services près des citoyens garantis (missions citoyennes), profitable pour tous, nationalisation des autoroutes (?)

14. Création d'une règle prévoyant qu'en cas de délocalisation de ce que le patronat appelle « ses entreprises », ce soit pour les installer dans les campagnes françaises, de façon à donner du travail au citoyens, ou dans les campagnes européennes aux mêmes conditions de travail et de salaire qu'en France.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Le but étant une Europe sociale, en cas de délocalisation créer d'autres intérêts pour les entrepreneurs

Impossible d'obliger les entrepreneurs à délocaliser dans un endroit plutôt qu'un autre, les obliger à restituer les aides publiques ou saisir des matériels de fonctionnement.

Harmoniser les charges pour l'Europe.

15. Création d'une règle prévoyant qu'en cas de délocalisation dans des pays dits « sous-développés », ce ne soit pas pour asservir les populations et enrichir le patronat encore plus en profitant de leurs lacunes juridiques, mais au contraire pour leur apporter bien-être et prospérité dans le respect des Droits de l'homme et des règles écologiques.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Permettre de vivre et travailler dans chaque pays sans société de hyper consommation

Impossible à mettre en place, proposition populiste, comment empêcher un entrepreneur de délocaliser?

16. Mise en place d'un système international visant à aider les pays émergents et à créer une politique économique aidant les populations, de sorte que -quand une femme ou un homme décide de quitter son pays- ce soit pour la soif de connaître et de s'enrichir d'autres cultures, d'enrichir les autres de sa propre culture, et non pas pour fuir la faim, la guerre et le totalitarisme que les « pays civilisés » ont contribué à mettre en place.

OUI

NON

SANS AVIS

Vos motivations ;

Déjà pensé par la Société des Nations et l'ONU, mais difficile à mettre en place

Associer les aides à des résultats en instaurant des règles, aider les ONG et les associations à obtenir des résultats

D'abord régler nos problèmes internes

17. Choisissez le sujet qui, selon vous, est important et n'a pas été abordé précédemment ; et exposez-le ci-après

Votre choix ;

1. Mettre fin au cumul des mandats, notamment en synchronisant la date de toutes les élections et la durée des mandats, de façon à empêcher la candidature à plusieurs postes

2. Modifier le système d'imposition existant par un impôt unique et progressif, à diviser en trois parts égales entre l'état, les régions et les communes, chacune compétentes pour les affaires qui la concerne

3. Obligation pour les médecins de remplir les postes dans tout le territoire, service d'orientation dans les hôpitaux pour diriger les patients vers les spécialistes selon le cas

4. Taxer les poids lourds et tout ce qui utilise des produit polluants, utiliser les recettes pour le développement des énergies renouvelables

5. interdire les produits importés ne respectant pas les normes environnementales

6. Abrogation de la hausse de la CSG sur les retraites

7. Hausse du SMIC et non de la prime d'activité soumise au revenu du foyer fiscal

8. Élargissement des barèmes de l'impôt sur le revenu, tous doivent contribuer

9. Diminution du nombre de parlementaires et de leurs revenus

10. Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité

Une interrogation sur les propositions ci dessus a été mise en ligne à l'adresse suivante,

https://www.surveio.com/survey/f/V4B7J1Y6A5Y1S4W7D?fbclid=IwAR3XfHuk3bellaC6vvgTODkFJHIVVynrm3_-GNcRFnM4zqa-R-NJx9KDmyM

Les participants ont majoritairement approuvé toutes les propositions.

Certains des participants ont en outre relevé, comme il leur était proposé, les anomalies administratives y joignant les résolutions suivantes ;

1. La responsabilité pénale de la magistrature, et interdit toute forme de franc-maçonnerie des magistrats

2. La justice : il faut sévir sévèrement les magistrats qui mentent volontairement dans leurs décisions. Et ne pas laisser des juges juger d'autres juges en cas de partialité ou de déni de justice avérés. Les magistrats ne doivent plus être juges et parties.

3. Tous égaux devant la Loi, à commencer par ceux qui doivent la faire respecter, si magistrat fautif il faut pouvoir mettre en jeu sa responsabilité personnelle, au Magistrat de dédommager la victime, de payer les conséquences de sa faute, et non au citoyens. Il n'est pas normal que l'action récursoire de l'état contre le Magistrat fautif n'est quasi jamais mise en œuvre

4. Sécurité Sociale (Plus d'Établissements Médicaux etc...). Faire cesser le Cumul des Mandats des Élus. Salaires Plafonnés de 1 à 20 Maxi.

5. Reclassement professionnel dans toutes les entreprises et administrations suite à une maladie ou à un accident du travail

6. Suppression de la CSG sur les retraites, de la TVA sur les produits de 1ère nécessité

7. Maintien de 2 parts fiscales pour les Veufs et veuves à revenu très bas car ils continuent d'avoir les mêmes frais fixes tels que loyers et assurances

8. La sortie de l'Union Européenne pour que la France devienne à nouveau une vraie démocratie. Une vraie éducation Nationale apprenant les fondamentaux correctement (lire, écrire,

compter, vocabulaire, histoire et géographie du pays)

9. Instaurer une taxe pour les importations provenant de pays aux conditions sociales "sans retraite, sans assistance médicale, sans éducation, sans normes de sécurité au travail, sans norme de pollution, en violation des droits de l'homme" et qui économisent ainsi plus de 30%, ce sans même considération du dumping monétaire.

10. Création d'une institution vouée aux droits des enfants pour lutter contre la maltraitance, les abus sexuels, et les réseaux pédocriminels qui sont souvent couverts par les plus hautes instances.

11. Une meilleure répartition de l'impôt sur le revenu entre tous les français

12. La justice des citoyens, la justice faite par les citoyens, la révision des procès par un jury populaire, les maisons de retraite (maltraitance et financement)

13. L'Europe n'est que celle de la finance pour exploiter les bas salaires (revoir les règles sociales et fiscales des pays signataires)

14. Égalité hommes femmes

15. La réponse à la grogne des citoyens doit passer par la valorisation de solutions basées sur l'innovation, les économies de gestions à réaliser et non par le traditionnel 'nouvelles taxes' et arrosages de subventions fiscales. Le temps long doit primer sur les solutions de court terme

16. Une justice Française classée par la commission européenne pour l'évaluation de la justice , 37 eme/43 pays européen derrière l'Arménie et L'Azerbaïdjan. À lire le livre = « La Supercherie Judiciaire En France »: Réformer en profondeur le système judiciaire.